

"Réarmement allemand et armée européenne" dans Le Populaire (23 novembre 1951)

Légende: Le 23 novembre 1951, le quotidien français Le Populaire publie un article dans lequel Paul-Henri Spaak décrit l'attitude des États-Unis à l'égard du réarmement allemand.

Source: Le Populaire. dir. de publ. Naegelen, René. 23.11.1951, n° 8 605; 30e année. Paris: Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). "Réarmement allemand et armée européenne ", auteur:Spaak, Paul-Henri , p. 4.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"rearmement_allemand_et_armee_europeenne"_dans_le_populaire_23_novembre_1951-fr-2b0326a0-4e4c-47be-922f-957bf10dae38.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

[Reproduction partielle d'un article paru dans le quotidien belge *Le Peuple* le 22 novembre 1951]

Réarmement allemand et armée européenne

par Paul-Henri SPAAK

Paul-Henri Spaak a publié hier, dans «Le Peuple», un éditorial dont nous donnons ici de très larges extraits. Nous croyons devoir rappeler à cette occasion qu'un débat s'ouvrira prochainement devant l'Assemblée nationale, sur le problème de l'armée européenne qui, par la complexité qu'entraînent inévitablement la nouveauté et l'audace d'un projet semblable, doit être largement discuté.

Pour se faire aujourd'hui une idée claire sur le réarmement allemand, on ne peut ignorer ou feindre ignorer comment la question s'est posée, voici un peu plus d'un an.

C'est à la fin de l'été de 1950, si mon souvenir est exact, que l'on apprit soudain que M. Acheson proposait l'envoi en Europe, avant toute déclaration de guerre, avant même toute aggravation de la situation internationale, d'un certain nombre de divisions américaines. Il proposait en même temps la création d'une armée allemande, chargée de prendre sa part dans la défense de notre continent. L'initiative de M. Acheson était certes d'une rare audace. Elle témoignait d'une grande générosité, établissait sans l'ombre d'un doute la volonté américaine de ne pas laisser toucher à l'intégrité et à la liberté européennes. Sa valeur pratique et symbolique était énorme, on ne saurait trop insister sur la chose. On peut affirmer, je crois, sans crainte de se tromper, que si pareille action avait été entreprise avant le 4 août 1914 ou avant le 3 septembre 1939, deux effroyables guerres auraient été épargnées à l'Europe et que le cours de l'histoire aurait été modifié.

M. Acheson doit donc être grandement loué d'avoir osé et voulu agir à temps; de n'avoir laissé à l'URSS aucun doute, aucune illusion sur les conséquences d'une éventuelle agression. Peut-être – mais le saurons-nous jamais? – a-t-il ainsi sauvé la paix.

Malheureusement, cette grande idée portait en elle son complément logique, inévitable si l'on examine les choses du point de vue américain. Il était impossible au secrétaire d'Etat d'annoncer au peuple des Etats-Unis que plusieurs divisions américaines allaient dorénavant tenir garnison en Allemagne; qu'elles seraient parmi les premières à être entraînées dans une guerre qui éclaterait dans ce coin du monde si, en même temps, il ne pouvait annoncer que toute l'Europe, sans exception, y compris donc l'Allemagne, prendrait sa part dans la lutte.

Comment imaginer, en effet que le peuple américain puisse accepter l'idée que ses enfants se battent sur l'Elbe, pour la défense de l'Allemagne, les Allemands assistant les bras croisés à ce combat.

Ainsi la logique implacable forçait-elle M. Acheson à poser le problème du réarmement allemand et, en posant ce problème, c'est en réalité tous les problèmes allemands qui se trouvaient posés : la fin du régime d'occupation, l'égalité des droits, l'unité et les frontières. N'était-ce pas prématuré? On peut le croire.

Je ne pense pas qu'il serait équitable de reprocher aux Allemands d'avoir profité de l'atout qui leur était fourni et d'avoir affirmé qu'ils ne concevaient leur participation à la défense commune que sur un pied d'égalité avec les autres pays européens.

C'est alors qu'intervint le gouvernement français, inquiet, à juste titre, à l'idée qu'une armée allemande purement nationale allait renaître : inquiet davantage encore en songeant à ce que pouvait être l'importance de cette armée et les objectifs qu'elle devait immanquablement se donner.

La position de la France et de la Belgique n'était guère facile. Il était impossible pour elles de refuser l'offre américaine, de se priver de la présence sur l'Elbe de divisions venues des Etats-Unis; il était bien difficile dans le même moment d'acquiescer à la résurrection de l'armée allemande.

M. Pleven songea alors à reprendre l'idée lancée quelques mois plus tôt à Strasbourg, l'idée d'une armée

européenne. Cette idée avait pour mérite à la fois d'offrir une solution de compromis à la difficulté du moment, puisqu'elle empêchait la création d'une armée nationale allemande tout en permettant l'intégration de forces allemandes dans un complexe plus large, recevant ses directives d'un état-major international et qu'elle pouvait être considérée comme une pierre apportée à l'édifice d'une nouvelle Europe, M. Robert Schuman ayant, avec son plan, commencé le travail.

Le gouvernement belge aurait dû dès ce moment, sans hésiter, soutenir à fond dans ce domaine la politique de la France. Il ne l'a fait qu'avec mollesse. Ce qui est plus grave, c'est que durant ces dernières semaines, il vient de faire machine arrière.

Pourtant, le temps des tergiversations est passé. Les Américains s'impatientent, les Russes manœuvrent : la conférence de Rome approche.

Trois solutions sont possibles. Les Etats-Unis, passant outre aux objections, aux atermoiements, aux interminables discussions européennes, recréent une armée allemande et la réarment, sans nous demander notre avis. Ce serait désastreux.

Ou bien les Américains se lassent, modifient leur politique, interprètent strictement leurs obligations atlantiques et retirent leurs troupes d'Allemagne et d'Europe. Ce serait tout aussi désastreux.

Ou enfin, la France, l'Allemagne occidentale, l'Italie et les pays de Benelux, avec l'approbation et la collaboration confiante de la Grande-Bretagne, se décident et créent une vraie armée européenne. Dans l'état actuel des choses, c'est une solution qui n'est ni sans difficultés, ni peut-être même sans dangers, mais c'est de loin la meilleure et il est urgent de la réaliser.

Il y a, heureusement, des militaires intelligents qui la préconisent et la soutiennent. Mais il y a aussi tous les militaires rétrogrades qui tremblent à l'idée de devoir faire autre chose que ce qu'ils ont toujours fait : qui réprouvent toutes les nouveautés et toutes les audaces et qui préfèrent être éventuellement battus avec les méthodes qu'ils connaissent qu'être vainqueurs avec celles qu'ils devraient apprendre.